

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1076

[C — 2000/27180]

**24 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
octroyant une subvention aux communes de la Région wallonne
pour la mise en œuvre d'un plan social intégré pour l'année 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif à la subvention spéciale aux communes pour la mise en œuvre d'un plan social intégré;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'ordonner la première tranche de la subvention à laquelle les communes peuvent prétendre;

Considérant que le budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000 présente une allocation de base inscrite à l'article 43.14 du programme 02 de la division organique 14 du titre 1 visant à permettre l'octroi de subventions aux communes pour des actions favorisant l'intégration sociale et la sécurité;

Considérant que, depuis plusieurs années, la Région a appuyé l'action des villes et communes désireuses de favoriser l'intégration sociale de leurs citoyens;

Considérant que la lutte contre l'exclusion sociale nécessite des réponses multidimensionnelles et une volonté d'action transversale;

Considérant que les plans sociaux intégrés visent à assurer l'articulation et l'efficacité des initiatives d'intégration sociale développées au plan local;

Considérant que ce programme a débuté le 1^{er} janvier 1998 et que le Gouvernement wallon a confirmé, en date du 24 novembre 1997, sa volonté de soutenir pour une période de trois ans les communes adhérant à ce programme;

Considérant que dans sa déclaration de politique régionale du 15 juillet 1999 et dans le Contrat d'Avenir pour la Wallonie, le Gouvernement affirme sa volonté de poursuivre et de développer les plans sociaux intégrés visant à assurer l'articulation, l'accompagnement et la coordination des initiatives locales et qui répondent à des besoins spécifiques;

Considérant que cent cinq villes et communes se sont inscrites dans ce dispositif et développent chacune un plan social intégré;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention est octroyée aux villes et communes de la Région wallonne figurant à l'annexe du présent arrêté en vue de la réalisation de leur plan social intégré pour l'année 2000.

Le montant total des subventions, qui s'élève à 229.882.000 FB, est imputé sur les crédits inscrits à l'article 43.14 du programme 02 de la division organique 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000. Ce montant est réparti entre les bénéficiaires suivant le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par "plan social intégré", le programme qui assure l'articulation, l'accompagnement, la coordination et l'évaluation des initiatives développées au plan local pour lutter contre les processus de précarisation, de pauvreté et d'exclusion et qui met en œuvre des projets répondant aux besoins spécifiques non encore rencontrés par ailleurs.

Les initiatives et projets visés à l'alinéa 1^{er} concernent :

- 1° l'insertion professionnelle, sociale et culturelle des jeunes;
- 2° la cohabitation et l'intégration harmonieuses des communautés locales;
- 3° la prévention de la toxicomanie et le traitement des assuétudes;
- 4° la prévention de la délinquance et de la petite criminalité ainsi que l'accompagnement favorisant la réinsertion des délinquants;
- 5° l'assistance aux victimes d'actes de délinquance.

Art. 3. Une commission d'accompagnement local, ci-après dénommée commission PSI, est créée à l'initiative de la commune sur la base d'un partenariat organisé par une convention.

La commission PSI se compose :

1° d'un président, membre du collège des bourgmestre et échevins, assisté d'un vice-président, membre du bureau permanent du C.P.A.S. et désigné par celui-ci;

2° d'un chef de projet désigné par le conseil communal;

3° du responsable de la coordination sociale du C.P.A.S.;

4° des organismes, structures ou personnes publics ou privés dont les activités sont en rapport avec le projet proposé par la commune;

5° d'un délégué de la Direction interdépartementale de l'Intégration sociale du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée la D.I.I.S., qui peut inviter la commission à entendre toute personne qu'elle juge utile.

Les fonctions de président et de chef de projet sont incompatibles.

Art. 4. La commission PSI propose, coordonne et évalue le plan social intégré dans le respect des objectifs définis à l'article 2.

Elle examine à chaque réunion l'état d'avancement du projet et les dépenses effectuées. Elle assure une bonne circulation des informations concernant les projets et actions développés par ses membres. Elle veille à l'articulation des initiatives locales.

Elle propose, chaque année, au conseil communal une redéfinition éventuelle du plan social intégré et la répartition du budget y affecté. Elle évalue le projet réalisé et adopte le rapport financier.

Elle associe le public-cible à la conception, la réalisation et l'évaluation des actions menées.

Art. 5. La commission PSI se réunit au moins quatre fois par an. Chaque réunion fait l'objet d'une convocation et d'un procès-verbal.

Le président de la commission PSI convoque et préside les réunions. Il veille au suivi permanent de l'action en collaboration avec le chef de projet.

Le chef de projet assure la gestion quotidienne du projet dans le respect des objectifs définis à l'article 2.

Art. 6. La commune participe au cofinancement du projet à concurrence de 30 % du montant de la subvention octroyée par la Région, dans le respect de l'article 9 du présent arrêté.

Art. 7. Chaque année, la commission PSI soumet au conseil communal le document d'identification du projet et le plan financier global ainsi que le rapport d'évaluation annuel et le rapport financier.

Le rapport d'évaluation de l'année en cours et le document d'identification du projet de l'année qui suit sont approuvés par le conseil communal avant le 31 octobre de chaque année.

Le rapport financier précise les interventions financières obtenues ou sollicitées auprès d'autres pouvoirs publics et couvrant des dépenses admissibles visées à l'article 9. Il est approuvé par le conseil communal avant le 31 mars de l'année qui suit.

Les rapports d'évaluation et financiers sont transmis sans délai au Ministre des Affaires intérieures.

Art. 8. La D.I.I.S. assure la coordination, l'accompagnement et l'évaluation des plans sociaux intégrés en concertation avec la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée D.G.P.L., qui assure leur contrôle administratif et financier.

Art. 9. Les dépenses admissibles au titre de la subvention visée à l'article 1^{er} sont constituées par les frais directement liés aux actions proposées par la commission PSI dans les communes bénéficiaires durant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Les frais de personnel admissibles ne peuvent concerner que les agents engagés spécifiquement pour la réalisation du projet.

Les frais d'investissement et d'infrastructures pris en compte doivent concerner des travaux d'aménagement des locaux affectés totalement ou partiellement au plan social intégré.

La subvention est définitivement acquise à la commune après approbation par le Ministre des Affaires intérieures des comptes définitifs arrêtés par la commission PSI.

Art. 10. Cinquante pour cent du montant de la subvention sont versés à la commune à la notification du présent arrêté.

Le solde de la subvention est ordonnancé au profit de la commune sur déclaration de créance accompagnée de la totalité des pièces justificatives des dépenses admissibles telles que définies à l'article 9 ainsi que du rapport financier. Toute dépense doit être justifiée par facture ou document établi et certifié conforme par le receveur communal.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 12. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mars 2000.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

Annexe

Villes et communes bénéficiaires et montant des subventions accordées

Localité	Subvention en FB
Aiseau-Presles	2.000.000
Amay	3.000.000
Andenne	4.200.000
Anderlues	2.200.000
Ans	4.200.000
Arlon	3.000.000
Ath	1.800.000
Aubange	1.300.000
Awans	1.000.000
Aywaille	1.350.000
Bassenge	1.650.000
Bastogne	500.000
Bernissart	1.300.000
Bertrix	2.000.000
Beyne-Heusay	2.200.000
Binche	3.200.000
Blégny	1.500.000
Braine-l'Alleud	1.800.000
Braine-le-Comte	600.000
Braives	600.000
Chapelle-lez-Herlaimont	4.100.000
Chastre	1.450.000
Châtelet	4.000.000
Chaudfontaine	2.500.000
Clavier	1.250.000
Colfontaine	3.500.000
Comblain-au-Pont	2.300.000
Comines-Warnton	2.400.000
Courcelles	4.700.000
Couvin	2.200.000
Dison	1.300.000
Dour	2.100.000
Ellezelles	1.000.000
Enghien	1.100.000
Erquelinnes	1.300.000
Esneux	2.000.000
Estinnes	700.000
Eupen	1.300.000
Farciennes	3.750.000
Flémalle	2.100.000
Fléron	3.100.000
Fleurus	750.000
Fontaine-l'Evêque	3.300.000
Frameries	4.500.000
Gedinne	900.000
Gembloux	2.000.000
Gerpignes	700.000

Localité	Subvention en FB
Grez-Doiceau	700.000
Hannut	1.500.000
Hensies	1.500.000
Herstal	5.000.000
Herve	1.700.000
Houyet	1.700.000
Huy	3.500.000
Incourt	650.000
Jemeppe	1.500.000
Jodoigne	1.500.000
La Louvière	4.200.000
Lessines	2.000.000
Leuze-en-Hainaut	2.000.000
Malmedy	650.000
Manage	2.600.000
Marchin	600.000
Mons	4.000.000
Morlanwelz	1.400.000
Mouscron	8.800.000
Namur	4.400.000
Neufchâteau	1.500.000
Neupré	1.250.000
Nivelles	3.000.000
Orp-Jauche	800.000
Ottignies	2.500.000
Oupeye	2.500.000
Péruwelz	700.000
Perwez	1.000.000
Philippeville	2.500.000
Pont-à-celles	2.000.000
Quaregnon	3.000.000
Quiévrain	2.000.000
Rebecq	1.500.000
Rixensart	1.100.000
Rochefort	2.100.000
Saint-Ghislain	2.400.000
Saint-Hubert	1.700.000
Saint-Nicolas	3.000.000
Sambreville	3.500.000
Seneffe	3.000.000
Seraing	3.100.000
Soignies	2.500.000
Sombreffe	1.000.000
Somme-Leuze	1.000.000
Soumagne	2.000.000
Tellin	1.700.000
Theux	1.500.000
Thuin	2.100.000
Tournai	3.900.000
Trooz	2.700.000

Localité	Subvention en FB
Tubize	2.132.000
Verviers	3.750.000
Viroinval	1.500.000
Virton	1.500.000
Visé	2.050.000
Wanze	2.500.000
Waremme	3.000.000
Wellin	1.300.000
Total	229.882.000

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 octroyant une subvention aux communes de la Région wallonne pour la mise en oeuvre d'un plan social intégré pour l'année 2000.
Namur, le 24 mars 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1076

[C — 2 000/27180]

24. MÄRZ 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Zuschuss, der den Gemeinden für die Verwirklichung eines sozialen Gesamtplans für das Jahr 2000 gewährt wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1999 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 über den Sonderzuschuss, der den Gemeinden für die Verwirklichung eines sozialen Gesamtplans gewährt wird;

Aufgrund des am 3. März 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Zahlung des ersten Teilbetrags des Zuschusses, den die Gemeinden beanspruchen können, anzuordnen;

In der Erwägung, dass der Verwaltungshaushaltsplan des Ministeriums der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000 eine in Artikel 43.14 vom Programm 02 des Organisationsbereichs 14 Titel I eingetragene Basiszuwendung enthält, die zur Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden zur Förderung der sozialen Eingliederung und der Sicherheit bestimmt ist;

In der Erwägung, dass die Region schon seit mehreren Jahren die Aktion der Städte und Gemeinden, die die soziale Eingliederung ihrer Bürger fördern möchten, unterstützt;

In der Erwägung, dass die Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung mehrdimensionale Antworten und ein Streben nach gebietsübergreifenden Maßnahmen erfordert;

In der Erwägung, dass die Zielsetzung dieser sozialen Gesamtpläne in der Gewährleistung von gegliederten und wirkungsvollen Initiativen zur sozialen Eingliederung auf lokaler Ebene liegt;

In der Erwägung, dass dieses Programm am 1. Januar 1998 angefangen hat, und dass die Wallonische Regierung am 24. November 1997 ihre Absicht bestätigt hat, für einen Zeitraum von drei Jahren jene Gemeinden zu unterstützen, die sich diesem Programm angeschlossen haben;

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrer regionalpolitischen Erklärung vom 15. Juli 1999 und im Vertrag für die Zukunft der Wallonie ihren Willen erklärt, die sozialen Gesamtpläne, die die Verknüpfung, die Begleitung und die Koordinierung der lokalen Initiativen bezwecken und auf spezifische Bedürfnisse eingehen, weiterzuführen und zu entwickeln;

In der Erwägung, dass sich 105 Städte und Gemeinden diesem Maßnahmenpaket angeschlossen haben und jeweils einen sozialen Gesamtplan ausgearbeitet haben;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Es wird den Städten und Gemeinden der Wallonischen Region, die in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführt sind, zur Verwirklichung ihres sozialen Gesamtplanes für das Jahr 2000 einen Zuschuss gewährt.

Der Gesamtbetrag der Zuschüsse beläuft sich auf 229.882.000 BEF und wird zu Lasten der in Artikel 43.14 vom Programm 02 des Organisationsbereichs 14 des Verwaltungshaushaltes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000 eingetragenen Basiszuwendung angerechnet. Dieser Betrag wird nach der dem vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Tabelle zwischen den Begünstigten verteilt.

Art. 2 - Als "sozialer Gesamtplan" im Sinne des vorliegenden Erlasses gilt das Programm zur Gewährleistung der Gliederung, Begleitung, Koordinierung und Bewertung der auf lokaler Ebene entwickelten Initiativen zur Bekämpfung der voranschreitenden Unsicherheit, Verarmung und Ausgrenzung, das Projekte in die Wege leitet, die auf spezifische Bedürfnisse eingehen, auf die anderwärtig noch nicht eingegangen wird.

Die in Absatz 1 erwähnten Initiativen und Projekte betreffen:

- 1° die berufliche, soziale und kulturelle Eingliederung von Jugendlichen;
- 2° die harmonische Koexistenz und Eingliederung lokaler Gemeinschaften;
- 3° die Vorbeugung und Behandlung der Drogenabhängigkeit und anderer Suchtformen;
- 4° die Vorbeugung der Straffälligkeit und der Kleinkriminalität sowie die Begleitmaßnahmen zur Förderung der Wiedereingliederung von Delinquenten;
- 5° die Betreuung der Opfer von Verbrechen.

Art. 3 - Ein lokaler Begleitausschuss nachstehend SGP-Ausschuss genannt, wird auf Initiative der Gemeinde eingerichtet, auf der Grundlage einer durch Vereinbarung organisierter Partnerschaft.

Der SGP-Ausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Vorsitzender, Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, unterstützt durch einen stellvertretenden Vorsitzenden, Mitglied des Vorstands des ÖSHZ und durch diesen bezeichnet;
- 2° ein durch den Gemeinderat bezeichneter Projektleiter;
- 3° der Verantwortliche der sozialen Koordinierung des ÖSHZ;
- 4° die öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Einrichtungen, Strukturen bzw. Personen, deren Aktivitäten im Zusammenhang mit dem Projektvorschlag der Gemeinde stehen;
- 5° ein Vertreter der interdepartementalen Direktion der sozialen Eingliederung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend IDSE genannt, der berechtigt ist, falls er dies für notwendig erachtet, den Ausschuss aufzufordern, jede Person anzuhören.

Das Amt des Vorsitzenden ist unvereinbar mit dem Amt eines Projektleiters.

Art. 4 - Im Rahmen der in Artikel 2 definierten Zielsetzungen schlägt der SGP-Ausschuss einen sozialen Gesamtplan vor, den er koordiniert und bewertet.

Er überprüft auf jeder Sitzung den Entwicklungsstand des Projekts sowie die getätigten Auslagen. Er gewährleistet die reibungslose Weitergabe von Informationen über die von den Mitgliedern in die Wege geleiteten Projekte und Maßnahmen. Er wacht des weiteren über die Gliederung der lokalen Initiativen.

Jedes Jahr unterbreitet er dem Gemeinderat einen Vorschlag zur eventuellen Neudefinierung des sozialen Gesamtplans und der Verteilung der bereitgestellten Haushaltsmittel. Er bewertet das durchgeführte Projekt und verabschiedet den Finanzbericht.

Er beteiligt das Zielpublikum an der Planung, der Durchführung und der Bewertung der Maßnahmen.

Art. 5 - Der SGP-Ausschuss kommt mindestens viermal im Jahr zusammen. Für jede Sitzung wird eine Einberufung erstellt und ein Protokoll ausgefertigt.

Der Vorsitzende des SGP-Ausschusses beruft die Versammlungen ein und führt deren Vorsitz. Er sorgt in Zusammenarbeit mit dem Projektleiter für die ständige Überwachung der Aktion.

Der Projektleiter gewährleistet die tägliche Verwaltung des Projektes im Rahmen der in Artikel 2 definierten Zielsetzungen.

Art. 6 - Die Gemeinde beteiligt sich an der Mitfinanzierung des Projekts in Höhe von 30% des Betrags des von der Region gewährten Zuschusses unter Beachtung der in Artikel 9 angeführten Vorschriften.

Art. 7 - Der SGP-Ausschuss legt dem Gemeinderat jedes Jahr das Dokument zur Identifizierung des Projekts und den globalen Finanzplan sowie den jährlichen Bewertungsbericht und den Finanzbericht bei.

Der Gemeinderat genehmigt den Bewertungsbericht des laufenden Jahres und das Dokument zur Identifizierung des Projekts des darauffolgenden Jahres vor dem 31. Oktober eines jeden Jahres.

In dem Finanzbericht werden die finanziellen Beteiligungen angeführt, die von anderen Behörden gewährt oder bei diesen beantragt wurden und die sich auf zulässige Ausgaben im Sinne von Artikel 9 beziehen. Er wird vom Gemeinderat vor dem 31. März des darauffolgenden Jahres genehmigt.

Die Bewertungs- und Finanzberichte werden dem Minister der inneren Angelegenheiten unverzüglich übermittelt.

Art. 8 - Die IDSE gewährleistet die Koordination, die Betreuung und die Bewertung der sozialen Gesamtpläne in Absprache mit der Generaldirektion der lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend GDLB genannt, die die verwaltungs- und finanztechnische Kontrolle übernimmt.

Art. 9 - Bei den im Rahmen des in Artikel 1 erwähnten Zuschusses zulässigen Ausgaben handelt es sich um die Kosten, die in direktem Zusammenhang zu den zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember des laufenden Jahres durch den SGP-Ausschuss in den Gemeinden vorgeschlagenen Maßnahmen stehen.

Die zulässigen Personalkosten dürfen nur spezifisch für die Durchführung des Projektes eingestellte Beamte betreffen.

Die berücksichtigten Kosten für Investitionen und Infrastrukturen müssen sich auf Einrichtungsarbeiten der Räumlichkeiten beziehen, die vollständig oder teilweise für Maßnahmen im Rahmen des sozialen Gesamtplans bestimmt werden.

Der Zuschuss der Gemeinde ist endgültig erlangt, nachdem der Minister der inneren Angelegenheiten die von dem SGP-Ausschuss abgeschlossene endgültige Abrechnung genehmigt hat.

Art. 10 - Fünfzig Prozent des Zuschusses werden bei der Zustellung des vorliegenden Erlasses an die Gemeinde gezahlt.

Der Saldo des Zuschusses wird zugunsten der Gemeinde zur Zahlung angewiesen, nach Vorlage einer Forderungsanmeldung, der alle Belege für die zulässigen Ausgaben gemäß Artikel 9 gemeinsam mit dem Finanzbericht beigefügt werden.

Jede Ausgabe ist anhand einer Rechnung oder eines durch den Gemeindegewerbesteuernehmer ausgestellten und gleichlautend genehmigten Schriftstücks nachzuweisen.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2000 wirksam.

Art. 12 - Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. März 2000

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

J.-M. SEVERIN

—
Anlage

Bezugsberechtigte Städte und Gemeinden und Betrag der gewährten Zuschüsse

Gemeinde	Zuschuss in BEF
Aiseau-Presles	2.000.000
Amay	3.000.000
Andenne	4.200.000
Anderlues	2.200.000
Ans	4.200.000
Arlon	3.000.000
Ath	1.800.000
Aubange	1.300.000
Awans	1.000.000
Aywaille	1.350.000
Bassenge	1.650.000
Bastogne	500.000
Bernissart	1.300.000
Bertrix	2.000.000
Beyne-Heusay	2.200.000
Binche	3.200.000
Blégny	1.500.000
Braine-l'Alleud	1.800.000
Braine-le-Comte	600.000
Braives	600.000
Chapelle-lez-Herlaimont	4.100.000
Chastre	1.450.000
Châtelet	4.000.000
Chaufontaine	2.500.000
Clavier	1.250.000
Colfontaine	3.500.000
Comblain-au-Pont	2.300.000
Comines-Warneton	2.400.000
Courcelles	4.700.000
Couvin	2.200.000
Dison	1.300.000
Dour	2.100.000
Ellezelles	1.000.000

Gemeinde	Zuschuss in BEF
Enghien	1.100.000
Erquelinnes	1.300.000
Esneux	2.000.000
Estinnes	700.000
Eupen	1.300.000
Farciennes	3.750.000
Flémalle	2.100.000
Fléron	3.100.000
Fleurus	750.000
Fontaine-l'Évêque	3.300.000
Frameries	4.500.000
Gedinne	900.000
Gembloux	2.000.000
Gerpennes	700.000
Grez-Doiceau	700.000
Hannut	1.500.000
Hensies	1.500.000
Herstal	5.000.000
Herve	1.700.000
Houyet	1.700.000
Huy	3.500.000
Incourt	650.000
Jemeppe	1.500.000
Jodoigne	1.500.000
La Louvière	4.200.000
Lessines	2.000.000
Leuze-en-Hainaut	2.000.000
Malmedy	650.000
Manage	2.600.000
Marchin	600.000
Mons	4.000.000
Morlanwelz	1.400.000
Mouscron	8.800.000
Namur	4.400.000
Neufchâteau	1.500.000
Neupré	1.250.000
Nivelles	3.000.000
Orp-Jauche	800.000
Ottignies	2.500.000
Oupeye	2.500.000
Péruwelz	700.000
Perwez	1.000.000
Philippeville	2.500.000
Pont-à-celles	2.000.000
Quaregnon	3.000.000
Quiévrain	2.000.000
Rebecq	1.500.000
Rixensart	1.100.000
Rochefort	2.100.000

Gemeinde	Zuschuss in BEF
Saint-Ghislain	2.400.000
Saint-Hubert	1.700.000
Saint-Nicolas	3.000.000
Sambreville	3.500.000
Seneffe	3.000.000
Seraing	3.100.000
Soignies	2.500.000
Sombreffe	1.000.000
Somme-Leuze	1.000.000
Soumagne	2.000.000
Tellin	1.700.000
Theux	1.500.000
Thuin	2.100.000
Tournai	3.900.000
Trooz	2.700.000
Tubize	2.132.000
Verviers	3.750.000
Viroinval	1.500.000
Virton	1.500.000
Visé	2.050.000
Wanze	2.500.000
Waremme	3.000.000
Wellin	1.300.000
Gesamtbetrag	229.882.000

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 über den Sonderzuschuss, der den Gemeinden für die Verwirklichung eines sozialen Gesamtplans gewährt wird, beigefügt zu werden.

Namur, den 24. März 2000

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1076

[C — 20 00/27180]

**24 MAART 2000. — Besluit van de Waalse Regering
waarbij een subsidie aan de gemeenten van het Waalse Gewest wordt verleend voor de uitvoering
van een geïntegreerd sociaal plan voor het jaar 2000**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 waarbij een speciale subsidie aan de gemeenten wordt verleend voor de uitvoering van een geïntegreerd sociaal plan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ordonnancering van de eerste tranche van de subsidie waarvoor de gemeenten in aanmerking kunnen komen, noodzakelijk is;

Overwegende dat de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000 een basisallocatie bevat, uitgetrokken op artikel 43.14 van programma 02 van organisatie-afdeling 14, titel I, met het oog op de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor acties ter bevordering van sociale integratie en veiligheid;

Overwegende dat het Gewest al jaren steun verleent aan de steden en gemeenten die de sociale integratie van hun burgers wensen te bevorderen;

Overwegende dat de bestrijding van sociale uitsluiting een multidimensionale aanpak vereist en de bereidheid veronderstelt om horizontale maatregelen te treffen;

Overwegende dat de geïntegreerde sociale plannen de cohesie en de efficiëntie van de op plaatselijk niveau ontwikkelde initiatieven inzake sociale integratie beogen;

Overwegende dat dit programma op 1 januari 1998 opgestart werd en dat de Waalse Regering op 24 november 1997 heeft bevestigd dat ze voor drie jaar steun wil verlenen aan de gemeenten die zich bij dit programma aansluiten;

Overwegende dat de Waalse Regering in haar gewestelijke beleidsverklaring van 15 juli 1999 en in het toekomstcontract voor Wallonië haar wil bevestigd om de geïntegreerde sociale plannen voort te zetten en te ontwikkelen die de cohesie, de begeleiding en de coördinatie van de plaatselijke initiatieven beogen en die in specifieke behoeften voorzien;

Overwegende dat honderd en vijf steden en gemeenten zich bij dit programma hebben aangesloten en dat ze elk geïntegreerd sociaal plan uitwerken;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een subsidie wordt toegekend aan de in de bijlage bij dit besluit vermelde steden en gemeenten van het Waalse Gewest met het oog op de uitvoering van hun geïntegreerd sociaal plan voor het jaar 2000.

Het totaalbedrag van de subsidies, d.i. 229.882.000 BEF, wordt aangerekend op de kredieten uitgetrokken op artikel 43.14, programma 02, organisatie-afdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000. Dit bedrag wordt onder de gerechtigden verdeeld op grond van de bij dit besluit gevoegde tabel.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder "geïntegreerd sociaal plan", het programma voor de samenhang, de begeleiding, de coördinatie en de evaluatie van de op plaatselijk niveau ontwikkelde acties ter bestrijding van precariteit, armoede en uitsluiting en voor de uitvoering van projecten die inspelen op specifieke behoeften waarin nog niet is voorzien.

De in het eerste lid bedoelde initiatieven en projecten betreffen :

- 1° de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en hun sociaal-culturele integratie;
- 2° de harmonische samenleving en integratie van de plaatselijke gemeenschappen;
- 3° de preventie van drugsverslaving, de behandeling van drugsverslaafden;
- 4° de preventie van delinquentie en kleine criminaliteit, alsmede de begeleiding om de wederopname van delinquenten te bevorderen;
- 5° de bijstand aan slachtoffers van misdaden.

Art. 3. Op initiatief van de gemeente wordt d.m.v. een bij overeenkomst georganiseerd partnerschap een plaatselijke begeleidingscommissie opgericht, hierna "PSI" genoemd.

De commissie "PSI" is samengesteld uit :

- 1° een voorzitter, lid van het College van burgemeester en schepenen, bijgestaan door een ondervoorzitter, lid van het permanent bureau van het OCMW en door dit laatste aangewezen;
- 2° een door de gemeenteraad aangewezen projectleider;
- 3° de verantwoordelijke voor de sociale coördinatie van het OCMW;
- 4° openbare of particuliere instellingen, structuren of personen waarvan de activiteiten verband houden met het door de gemeente overgelegde project;
- 5° een afgevaardigde van de Interdepartementale Directie Sociale Integratie van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna "DIIS" genoemd, die de commissie kan verzoeken elke persoon te horen die ze nuttig acht.

De functies van voorzitter en projectleider zijn onverenigbaar.

Art. 4. Het geïntegreerd sociaal plan wordt door de commissie "PSI" overgelegd, gecoördineerd en geëvalueerd met inachtneming van de doelstellingen vermeld in artikel 2.

Op elke vergadering maakt ze de stand van zaken van het project op en bekijkt ze de gemaakte uitgaven. Ze zorgt voor de vlotte verspreiding van gegevens over de door haar leden uitgewerkte projecten en acties. Ze zorgt voor de samenhang van de plaatselijke initiatieven.

Ze legt de gemeenteraad jaarlijks een voorstel voor om het geïntegreerd sociaal plan eventueel bij te schaven en een voorstel tot opsplitsing van de desbetreffende begroting. Ze evalueert het uitgevoerde project en keurt het financiële verslag goed.

Ze betreft het doelpubliek bij het ontwerp, de verwezenlijking en de evaluatie van de acties.

Art. 5. De commissie "PSI" vergadert ten minste vier maal per jaar. Vóór elke vergadering wordt een oproeping verzonden en van elke vergadering worden notulen opgesteld.

De vergaderingen worden door de voorzitter van de commissie "PSI" bijeengeroepen en voorgezeten. Hij zorgt voor de permanente opvolging van de actie in samenwerking met de projectleider.

De projectleider zorgt voor het dagelijks beheer van het project met inachtneming van de in artikel 2 bepaalde doelstellingen.

Art. 6. De gemeente cofinanciert het project voor 30 % van het bedrag van de door het Gewest verleende subsidie, met inachtneming van artikel 9 van dit besluit.

Art. 7. De commissie "PSI" legt de gemeenteraad jaarlijks het document tot identificatie van het project voor, met inbegrip van het globale financiële plan, het jaarlijkse evaluatieplan en het financiële verslag.

Het jaarlijkse evaluatieplan van het lopend jaar en het document tot identificatie van het project van het volgend jaar worden vóór 31 oktober van elk jaar door de gemeenteraad goedgekeurd.

In het financiële verslag worden de bij andere openbare overheden verkregen of aangevraagde tegemoetkomingen die de in artikel 9 bedoelde toelaatbare uitgaven dekken, vermeld. Het verslag wordt vóór 31 oktober van het daarop volgend jaar door de gemeenteraad goedgekeurd.

Het jaarlijkse evaluatieplan en het financiële verslag worden onverwijld naar de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden doorgezonden.

Art. 8. De "DIIS" zorgt voor de coördinatie, begeleiding en evaluatie van geïntegreerde sociale plannen in overleg met het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna "DGPL" genoemd, dat instaat voor hun administratieve en financiële opvolging.

Art. 9. De uitgaven waarvoor de in artikel 1 bedoelde subsidie wordt verleend, zijn rechtstreekse kosten voor acties die van 1 januari tot 31 december van het lopend jaar in de gerechtigde gemeenten door de commissie "PSI" worden voorgesteld.

De in aanmerking genomen personeelskosten mogen slechts betrekking hebben op de personeelsleden die speciaal voor de uitvoering van het project in dienst worden genomen.

De in aanmerking genomen investerings- en infrastructuurkosten moeten betrekking hebben op inrichtingswerken uitgevoerd in lokalen die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden in het kader van het geïntegreerd sociaal plan.

De subsidie komt de gemeente definitief toe na goedkeuring door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden van de door de commissie "PSI" definitief vastgelegde rekeningen.

Art. 10. Vijftig procent van het subsidiebedrag wordt bij de kennisgeving van dit besluit aan de gemeente gestort.

Het saldo van de subsidie wordt ten gunste van de gemeente geordonnanceerd op grond van een aangifte van schuldvordering, vergezeld van alle bewijsstukken betreffende de toelaatbare uitgaven, zoals bepaald in artikel 9, en van het financieel verslag. Elke uitgave wordt gestaafd aan de hand van een factuur of een document opgemaakt en voor eensluidend verklaard door de gemeentelijke ontvanger.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 12. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 maart 2000.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

—

Bijlage

Gerechtigde steden en gemeenten en bedrag van de toegekende subsidies

Plaats	Subsidie in BEF
Aiseau-Presles	2.000.000
Amay	3.000.000
Andenne	4.200.000
Anderlues	2.200.000
Ans	4.200.000
Aarlen	3.000.000
Aat	1.800.000
Aubange	1.300.000
Awans	1.000.000
Aywaille	1.350.000
Bitsingen	1.650.000
Bastenaken	500.000
Bernissart	1.300.000
Bertrix	2.000.000
Beyne-Heusay	2.200.000
Binche	3.200.000
Blégny	1.500.000

Plaats	Subsidie in BEF
Eigenbrakel	1.800.000
's-Gravenbrakel	600.000
Braives	600.000
Chapelle-lez-Herlaimont	4.100.000
Chastre	1.450.000
Châtelet	4.000.000
Chaufontaine	2.500.000
Clavier	1.250.000
Colfontaine	3.500.000
Comblain-au-Pont	2.300.000
Komen-Waasten	2.400.000
Courcelles	4.700.000
Couvin	2.200.000
Dison	1.300.000
Dour	2.100.000
Ellezelles	1.000.000
Enghien	1.100.000
Erquelinnes	1.300.000
Esneux	2.000.000
Estinnes	700.000
Eupen	1.300.000
Farciennes	3.750.000
Flémalle	2.100.000
Fléron	3.100.000
Fleurus	750.000
Fontaine-l'Evêque	3.300.000
Frameries	4.500.000
Gedinne	900.000
Gembloux	2.000.000
Gerpennes	700.000
Graven	700.000
Hannuit	1.500.000
Hensies	1.500.000
Herstal	5.000.000
Herve	1.700.000
Houyet	1.700.000
Hoei	3.500.000
Incourt	650.000
Jemeppe	1.500.000
Geldenaken	1.500.000
La Louvière	4.200.000
Lessen	2.000.000
Leuze-en-Hainaut	2.000.000
Malmedy	650.000
Manage	2.600.000
Marchin	600.000
Bergen	4.000.000

Plaats	Subsidie in BEF
Morlanwelz	1.400.000
Moeskroen	8.800.000
Namen	4.400.000
Neufchâteau	1.500.000
Neupré	1.250.000
Nijvel	3.000.000
Orp-Jauche	800.000
Ottignies	2.500.000
Oupeye	2.500.000
Péruwelz	700.000
Perwijs	1.000.000
Philippeville	2.500.000
Pont-à-celles	2.000.000
Quaregnon	3.000.000
Quiévrain	2.000.000
Rebecq	1.500.000
Rixensart	1.100.000
Rochefort	2.100.000
Saint-Ghislain	2.400.000
Saint-Hubert	1.700.000
Saint-Nicolas	3.000.000
Sambreville	3.500.000
Seneffe	3.000.000
Seraing	3.100.000
Zinnik	2.500.000
Sombrefe	1.000.000
Somme-Leuze	1.000.000
Soumagne	2.000.000
Tellin	1.700.000
Theux	1.500.000
Thuin	2.100.000
Doornik	3.900.000
Trooz	2.700.000
Tubeke	2.132.000
Verviers	3.750.000
Viroinval	1.500.000
Virton	1.500.000
Wezet	2.050.000
Wanze	2.500.000
Borgworm	3.000.000
Wellin	1.300.000
Totaal	229.882.000

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 waarbij een subsidie aan de gemeenten van het Waalse Gewest wordt verleend voor de uitvoering van een geïntegreerd sociaal plan voor het jaar 2000.

Namen, 24 maart 2000.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN